

DIPLÔME D'UNIVERSITÉ 2023 - 2024

INTITULE Diplôme Universitaire : DU Justice Participative

PROPOSITION POUR L'ANNÉE 2023-2024

- ☐ **SUPPRESSION**
REEMPLIR LA PAGE 2
- ☒ **RENOUVELLEMENT**
REEMPLIR LES PAGES 3 et 4 et joindre les documents demandés
- ☐ **CREATION**
REEMPLIR LES PAGES 7 à 9 ET LES ANNEXES 1 à 4

Composante responsable de la formation : **Service de Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV)**

Composante(s) associée(s) : **UFR DEG**

Autre(s) établissements concerné(s) :

Enseignant(s) responsable(s) : **Céline Bas**

Avis du Conseil d'UFR ou de Composante : **Favorable**

Date : **03/02/2023**

Avis de la CFVU :

Date :

Approbation du CA :

Date :

DIPLÔME D'UNIVERSITE 2023-2024

INTITULE Diplôme Universitaire : DU JUSTICE PARTICIPATIVE

DEMANDE DE RENOUELEMENT

A – Y a-t-il une modification de maquette ?

☐ OUI☒ NON

Si oui, Imprimer la « maquette avec détail de paramétrage » 2020-2021 https://www.appigs.univ-avignon.fr/menu_dip/parcours_tout.php – et inscrire en rouge les modifications souhaitées.

****Maquette – Annexe 1***

B – Y a-t-il d'autres modifications ? (intitulé du diplôme, tarif, niveau, etc...)

☐ OUI☒ NON

Si oui, indiquer ici les changements **et** joindre une fiche indiquant la nature et les modifications souhaitées

C - ELEMENTS DE SUIVI :

	2020-2021			2021-2022			2022-2023		
	Inscrits	Présents	diplômés	Inscrits	Présents	diplômés	Inscrits	Présents	diplômés
Formation Continue	12	12	12	0	0	0	0	0	0
Formation Apprentissage									
Formation Initiale									

D - BILAN PEDAGOGIQUE :

Joindre un document précisant les informations suivantes :

- Identification des publics :
 - Inscription principale : quelle est la situation des inscrits ?
 - Inscription secondaire : diplôme national préparé
- Devenir des diplômés
- Synthèse des fiches d'évaluation complétées par les étudiants (*cf annexe p 5 et 6*) ne pas transmettre les fiches elles-mêmes.

****En cours d'inscription au Répertoire Spécifique (RS) – Annexe 6***

E – BILAN FINANCIER :

**Non relevant – voir annexe 5 (annexe budgétaire/coût complet)*

a) tarif année 2022-2023 :

- b) recettes : 0
- Inscriptions : 0
 - autres recettes : 0

Dépenses : 0

- heures d'enseignement : 0
 - dont 0 heures mutualisées
 - dont 0 heures effectuées par statutaire UAPV
 - dont 0 heures effectuées par vacataires
- Autres dépenses (gestion, déplacements, etc...)

ANNEXE 1

INTITULE Diplôme Universitaire : DU JUSTICE PARTICIPATIVE

FICHE « ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS »

1- STRUCTURATION :

Préciser l'équilibre pédagogique global (volume des enseignements/volume des projets/durée du stage/autres modalités pédagogiques)

Code	Enseignements et Unités d'enseignements	Volume horaire	CM	TDI	TDII	TP	Coefficient	Crédits
T-U09-0706	UE1 - MODULE 1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX / DÉONTOLOGIE ET ÉTHIQUE	15h00		15h00			1.00	
T-U09-0707	UE2 - MODULE 2 - LA NÉGOCIATION APPLIQUÉE AUX MODÈS AMIABLES	40h00		40h00			1.00	
T-U09-0708	UE3 - MODULE 3 - DE LA CONCILIATION À LA MÉDIATION	65h00		65h00			1.00	
T-U09-0709	UE4 - MODULE 4 - DE LA PROCÉDURE PARTICIPATIVE AU DROIT COLLABORATIF	70h00		70h00			1.00	
T-U09-0710	UE5 - MODULE 5 - LA RÉDACTION DES ACTES	10h00		10h00			1.00	

2 – MAQUETTE

UE (et UCE si existantes)	Compétences attendues	Volume horaire	Coeff.	Mod. Enseign. (CM/TD/TP/ FAOD/...)	Enseignant
<ul style="list-style-type: none"> Module 1 : acquérir des notions autour des règles de procédures générales civiles et administratives contentieuse et de la déontologie éthique propre aux modes amiables de la justice participative. 	<ul style="list-style-type: none"> Diagnostiquer les éléments contextuels d'un conflit Choisir le mode amiable approprié Reconnaître l'éthique du mode d'intervention à adopter Préparer le mode de prévention intégratif à adopter 	15 heures	1		François Xavier
<ul style="list-style-type: none"> Module 2 : acquérir la méthodologie de la négociation raisonnée et de la gestion des conflits versus l'approche relationnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> Maitriser la posture intégrative et relationnelle à adopter Savoir gérer la technique gestuelle et le dialogue lors d'un conflit 	40 heures	1		Marc Juston
<ul style="list-style-type: none"> Module 3 : acquérir des compétences pratiques sur la conciliation et la médiation. 		65 heures	1		Marc Juston et Céline Bas
<ul style="list-style-type: none"> Module 4 : acquérir des compétences pratiques sur le droit collaboratif et la procédure participative. 	<ul style="list-style-type: none"> Conduire et piloter un conflit grâce à l'application des règles et des principes de la conciliation et de la médiation 	70 heures	1		Yves Bonhommo
<ul style="list-style-type: none"> Module 5 : acquérir des compétences pratiques sur la rédaction des actes (sous-seing privé, transaction, acte d'avocat) matérialisant l'accord des parties. 	<ul style="list-style-type: none"> Savoir présenter les différentes étapes du procès et de la plaidoirie Appliquer des techniques collaboratives dans la résolution d'un conflit Coordonner et organiser des modes collaboratifs de résolution d'un conflit Savoir rédiger des actes juridiques 	10 heures	1		Jean Philippe

ANNEXE 2

INTITULE Diplôme Universitaire : DU JUSTICE PARTICIPATIVE

FICHE « MODALITES DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES »

Module 1 « Principe Généraux » (1a à 1b) :

- Une étude de cas individuelle : qui porte sur la connaissance des règles de procédures, l'adaptation des règles et l'application des règles.
- Un contrôle de connaissance individuel : qui porte aussi sur la connaissance des règles de procédures, l'adaptation des règles et l'application des règles.
- Une mise en situation écrite/orale : basée sur l'application pratique et technique des modes amiables de la justice participative.

Module 2 « La négociation raisonnée appliquée aux modes amiables » (2a à 2c) :

- Un contrôle de connaissance : qui porte sur la maîtrise de la connaissance de la négociation raisonnée, la mise en application, les concepts princeps de la relation, les fondamentaux de la négociation et la gestion des conflits.
- Une mise en situation collective orale : mise en pratique collective - jeu de rôles qui porte sur l'application pratique et technique de la négociation raisonnée.

Module 3 « De la conciliation et à la médiation » (3a à 3d) :

- Un contrôle de connaissance : qui porte sur la maîtrise des termes de l'évolution de la notion de procès et de celle de la plaidoirie dans l'Histoire, la description d'un procès classique et de ses règles procédurales et déontologiques et la présentation des nouveaux modes que sont la procédure participative et le droit collaboratif.
- Deux études de cas/mise en situation (jeu de rôles) : qui porte sur la mise en application (pratique et technique) de la conciliation/médiation.

Module 4 « De la procédure participative au droit collaboratif » (4a à 4b) :

- Un contrôle de connaissance : qui porte sur la maîtrise des termes de l'évolution de la notion de procès et de celle de la plaidoirie dans l'Histoire, la description d'un procès classique et de ses règles procédurales et déontologiques et la présentation des nouveaux modes que sont la procédure participative et le droit collaboratif.
- Une étude de cas/mise en situation (jeu de rôles) : qui porte sur la mise en application (pratique et technique) du droit collaboratif.

Module 5 « La rédaction des actes » (5a à 5c) :

- Une rédaction individuelle (cas pratique) : qui porte sur la réalisation d'actes juridiques et de leur mise en application (procédurale).

ANNEXE 3

INTITULE Diplôme Universitaire : DU JUSTICE PARTICIPATIVE

FICHE « ENSEIGNANTS »

Renseigner le tableau suivant (enseignants et intervenants extérieurs) :

Composition de jury d'admission	Fonction 1	Fonction 2
▪ Yves BONHOMMO	▪ Avocat et Bâtonnier du barreau de Carpentras	▪ Responsable pédagogique du diplôme universitaire de « Justice Participative »
▪ Céline BAS	▪ Enseignant Chercheur dans le « Droit Public » à Université Avignon.	▪ Responsable Pédagogique du diplôme universitaire de « Justice Participative »
▪ Marc JUSTON	▪ Président du tribunal judiciaire (jusqu'en 2018) et membre fondateur de l'association international des magistrats pour la médiation.	▪ Responsable du module « Conciliation et Médiation » du diplôme universitaire de « Justice Participative »

ANNEXE 4

INTITULE Diplôme Universitaire : DU JUSTICE PARTICIPATIVE

FICHE « BUDGET PREVISIONNEL »

DEPENSES PREVISIONNELLES	RECETTES PREVISIONNELLES
<p><u>Personnel :</u></p> <p><i>Voir annexe 5 budgétaire</i></p> <p><u>Frais de gestion détaillés :</u></p> <p>Charges de structures :</p> <p>Déplacements :</p> <p>Publicité :</p> <p><u>Prélèvements :</u></p>	<p><u>Droits de scolarité : 2600e</u></p> <p><u>Formation continue</u> : 21 étudiants pour couvrir le coût complet de la formation.</p> <p><u>Formation initiale</u> :</p> <p><u>Subventions :</u></p> <p><i>Voir annexe 5 budgétaire</i></p> <p><u>Autres financeurs (précisez) :</u></p>
<u>TOTAL :</u>	<u>TOTAL</u> : (2600 x 21) = 54 600e

ANNEXE 5

INTITULE Diplôme Universitaire : DU JUSTICE PARTICIPATIVE

FICHE « Annexe Budgétaire »

Annexe budgétaire Prévisionnelle 2023-2024 - DU JP

Heures TD totales		H spécifiques	
Titulaires UPJV		Extérieurs/Professionnels	
200	40	160	

Coût horaires des formateurs 43,48 € 59,21 €

Charges d'enseignements	Coût pédagogique	Coût SFTLV	Coût complet Universitaire	Total
formateurs titulaires	11 213 €			11 213 €
formateurs extérieurs	1 739 €			
	9 474 €			
Charges pédagogiques	2 174 €	8 609 €		10 783 €
Responsable pédagogique UA (50h*43,48€)	2 174 €			
Ingénierie SFTLV + Qualia SFTLV + Gestion financière SFTLV (175 heures*43,48 €)		7 609 €		
Frais de reprographie (photocopies+plaquettes+affiches+stationnement...)		1 000 €		
Autres charges directes		9 150 €		9 150 €
Secrétariat Administratif (1/4 = 9150)		9 150 €		
Charges de fonctionnement		1 500 €		1 500 €
Location salles		1 500 €		
Coût indirect universitaire en coût complet			22 852 €	22 852 €
TOTAUX avec le coût universitaire central	13 387 €	19 259 €	22 852 €	55 498 €
TOTAUX sans le coût universitaire central		32 646 €		55 498 €

No étudiants pour atteindre l'équilibre budgétaire en coût complet

	Coûts pédago + SFTLV	Coût univ	Coût complet
Tarif unique voté	2 600 €	9	21
Tarif prospectif	2 800 €	8	20
Tarif prospectif	3 000 €	8	18
Tarif prospectif	3 200 €	7	17
Tarif prospectif	3 400 €	7	16

16L148FT	DU DEJ	17	9	0,78%	25 663	2%	15 941	41 604
EOTP	Libellé	Nb jours en présentiel	Nb stagiaires inscrits en 2019	% NIEA	Total coûts directs	% Poids de coûts directs	Total coûts indirects	TOTAL COUTS

ANNEXE 6

INTITULE Diplôme Universitaire : DU JUSTICE PARTICIPATIVE

FICHE « DOSSIER RS »

(Voir ci-dessous)

Partie 1 : Le contexte et référentiel

1. Objectif et contexte de la certification ou de l'habilitation

Tout d'abord, il est nécessaire de présenter le concept de « Justice Participative ». Elle est une conception de la justice qui favorise l'implication des parties dans la résolution de leur propre conflit. Il s'agit d'une approche complémentaire à la justice traditionnelle. Elle se traduit notamment par la discussion, la médiation et la prévention des conflits. En effet, la Justice Participative favorise des méthodes axées sur la recherche de solutions par la collaboration, le consensus entre les personnes et la prévention des conflits. Ces méthodes qui regroupent à la fois la médiation, conciliation, arbitrage, procédure collective, etc., sont généralement moins coûteuses, plus rapides et de plus en plus efficaces que le recours judiciaire classique.

Durant les dix dernières années, les entreprises/organismes (issus de tous les secteurs d'activités) font face à de nouveaux enjeux sociaux et sociétaux, qui représentent une multitude de sujets de tensions et d'occasions de conflits individuels et collectifs. En effet, dans une société d'économie de marché, les conflits/litiges/contentieux se multiplient et sont inévitables et engagent de façon croissante des complexifications et des problématiques spécifiques entre les diverses parties prenantes. Le phénomène de ces conflits est dû principalement à l'éclatement du salariat, la différenciation des situations individuelles et collectives de travail, l'insatisfaction et l'intensification du travail et les problèmes de santé au travail. L'enjeu principal repose donc aujourd'hui sur la question de la professionnalité de la prévention des conflits. Afin de résoudre l'émergence de ces nouveaux types de conflits et de maintenir le lien social ou les relations d'affaires, les juristes (avocats, juges, notaires, huissiers de justice ou encore juristes d'entreprises) comme les non juristes (entrepreneurs, cadres supérieurs, etc.), ont recours de plus en plus aux domaines de la justice participative qui vise à analyser et réguler les mutations contemporaines du conflit et de ses acteurs. Les professionnels sont nombreux sur le marché à reconnaître cette volonté d'acquérir un ensemble de connaissances et de compétences autour des techniques, outils et procédés de la justice participative dans le cadre de leur fonction.

Ainsi, des formations spécialisées autour de la prévention des conflits émergent et se développent sur le marché en proposant des compétences de conciliation/ médiation et d'arbitrage pour limiter justement les recours en justice. En effet, l'Université d'Avignon a proposée et créée en 2015 le diplôme universitaire « Justice Participative, Négociation et Médiation ». Il permet effectivement de former des professionnels pour exercer des professions juridiques afin d'intervenir dans le cadre de missions de médiation, tant judiciaires, que conventionnelles (en dehors de tout procès), quel que soit le domaine du litige concerné (familial, social, commercial, fiscal, etc.). L'objectif est donc d'expérimenter des professionnels dans la gestion des rapports de force et dans l'exercice de la contrainte pour chercher à comprendre les véritables intérêts des parties et résoudre les litiges dans les domaines : des relations collectives, des relations commerciales et environnementales, des relations internes (individuelles et collectives). La certification de ce diplôme permettra donc à tous les professionnels (Juristes et non Juristes) issus de tous les domaines d'activité économique et de service public de revaloriser au sein de leur organisme, leur pouvoir d'action, légitimité, responsabilité, et posture juridique. La maîtrise des techniques juridiques et des procédés que propose la formation de justice participative autour de la conciliation, la médiation, la procédure participative ou encore le droit collaboratif, permettra de mieux évaluer et maîtriser les risques juridiques afférents et d'éviter ou réduire les risques d'un contentieux. Cette certification permettra donc d'expérimenter techniquement et intellectuellement des professionnels en réaménageant leur praticité et leur posture de manière à les outiller pour réinstaurer la confiance et de renforcer les communications entre les intéressés, de promouvoir des solutions inclusives méthodiques et pacifiques des parties prenantes et de rendre plus transparents les politiques, institutions et processus.

2. Les compétences attestées

Il s'agit ici de présenter d'une manière générale l'ensemble des compétences qu'offre le diplôme universitaire de Justice Participative aux candidats.

2.1 Le résumé des compétences générales attestées

Nous présentons ci-dessous un diagnostic général sur les principales compétences attestées de la formation.

<p align="center">Diplôme universitaire « Justice Participative » <i>Une conception de la justice qui favorise l'implication des parties dans la résolution de leur propre conflit</i></p>	
<p align="center">Le résumé du référentiel de compétences de la « Justice Participative »</p>	
<p>1. Intitulé de la certification.</p>	
<p><input type="checkbox"/> Développer et acquérir des méthodes de justice participative adaptées aux circonstances, axées sur la recherche de solutions par la collaboration, le consensus entre les personnes et la prévention des conflits qui correspond aux attentes, aux besoins et aux capacités des concernés.</p>	
<p>2. Description de l'objectif du diplôme et du métier visant la certification</p>	
<p><input type="checkbox"/> L'objectif principal du diplôme universitaire de « Justice Participative » est de permettre aux professionnels d'avoir une réflexion sur les nouveaux modes appropriés de prévention et règlement des différends dans le milieu judiciaire, de créer des solutions mutuellement satisfaisantes qui intègrent les motivations fondamentales des parties et leur procure le sentiment de justice recherché, et de changer les pratiques de régulation sociale pour permettre aux justiciables de construire une réalité commune dans toute sa complexité.</p> <p><input type="checkbox"/> Le diplôme permet donc aux candidats d'acquérir un apprentissage juridique de pacification des conflits grâce à des techniques et méthodes spécifiques qu'il propose notamment autour de processus de négociation, de rédaction d'acte, de procédures, de principes moraux et sociaux afin d'exploiter un savoir-faire nouveau pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diagnostiquer les éléments contextuelles d'un conflit. ▪ Choisir le mode amiable approprié. ▪ Stimuler la collaboration entre les parties. ▪ Maîtriser un processus intégratif spécifique. ▪ Reconnaître l'éthique du mode de prévention à adopter. ▪ Planifier et évaluer le succès d'un conflit en fonction du mode de prévention adapté. ▪ Préparer et pratiquer un mode de prévention intégratif adapté (posture, acte, procédure, etc.). ▪ Maîtriser la posture préventive la plus adaptée. 	
<p>3. Bilan de la certification</p>	
<p><input type="checkbox"/> <u>A l'issue de la certification, les candidats seront en mesure de :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Savoir à quel moment mettre en place un dispositif de Justice participative (le mode de prévention associé et adapté). ✓ Se positionner comme l'intermédiaire dans un conflit/différend (Gérer et conduire des entretiens de négociation). ✓ Concevoir un dispositif de prévention autour de la médiation et de conciliation. ✓ Produire et concevoir des procédures préventives de droit collaboratif et de procédure participative. ✓ Rédiger des acte sous-seing privé, transaction, acte d'avocat (pour la résolution d'un litige) 	

2.2 Le listing détaillé des compétences attestées de la formation

Nous présentons également le détail technique des compétences attestées de la formation avec une analyse des modalités et des critères d'évaluation qui leur sont attribuées.

Les compétences	Les modalités d'évaluation des compétences	Les critères d'évaluation
Module 1 : Principes généraux de procédure et éthique		
<ul style="list-style-type: none">▪ C1 - Conceptualiser la procédure justice participative : règles de procédures générales civiles et administratives contentieuse.	Modalité d'évaluation de C1 à C2 : ✓ Les modalités d'évaluation sont basées sur : <ul style="list-style-type: none">- Une étude de cas individuelle : qui porte sur la connaissance des règles de procédures, l'adaptation des règles et l'application des règles.- Un contrôle de connaissance individuel : qui porte aussi sur la connaissance des règles de procédures, l'adaptation des règles et l'application des règles.- Une mise en situation écrite/orale : basée sur l'application pratique et technique des modes amiables de la justice participative.	Critères d'évaluation associés à la compétence C1 : ✓ Un contrôle de connaissance et une étude de cas évalué(e) sur : la pertinence des arguments, la structure argumentative, le questionnement critique, la synthèse, la maîtrise technique du vocabulaire juridique et le traitement logique du problème
<ul style="list-style-type: none">▪ C2 – Conceptualiser la déontologie et éthique propre aux modes amiables de la justice participative.		Critères d'évaluation associés à la compétence C2 : ✓ Une mise en situation collective et individuelle (écrite ou orale) évaluée sur : l'argumentation du contexte, de l'organisation des arguments décrits, la lisibilité de la présentation, et l'enchaînement logique des étapes.
Module 2 : La négociation appliquée aux modes amiables		
<ul style="list-style-type: none">▪ C3 – Comprendre les mécanismes du conflit et savoir diagnostiquer et concevoir la méthodologie technique de la négociation raisonnée dans la gestion relationnelle des conflits.	Modalité d'évaluation de C3 à C5 : ✓ Les modalités d'évaluation sont basées sur : <ul style="list-style-type: none">- Un contrôle de connaissance : qui porte sur la maîtrise de la connaissance de la négociation raisonnée, la mise en application, les concepts principes de la relation, les fondamentaux de la négociation et la gestion des conflits.- Une mise en situation collective orale : mise en pratique collective - jeu de rôles qui porte sur l'application pratique et technique de la négociation raisonnée.	Critères d'évaluation associés à la compétence C3 : ✓ Un contrôle de connaissance (rédaction écrite) évalué sur : la pertinence des arguments, la structure argumentative, l'organisation des justifications, le questionnement critique, la synthèse, la maîtrise technique du vocabulaire juridique et la traitement logique du problème
<ul style="list-style-type: none">▪ C4 - Gérer la confrontation au dialogue : connaître quelle posture adopter, quels sont les éléments humains et matériels, la posture, le rôle central de l'écoute et la gestion des émotions (écoute de soi, des parties et transformation des blocages).		Critères d'évaluation associés à la compétence C4 : ✓ Un cas pratique oral basé sur la mise en œuvre de la négociation raisonnée évalué sur : la bonne compréhension des règles, l'attitude et la posture du négociateur, l'argumentation juridique, l'organisation de l'environnement professionnel interne du négociateur (matériel et humain) et les actions à mener pour réaliser la négociation.
<ul style="list-style-type: none">▪ C5 - Piloter et conduire la négociation : établir un diagnostic, mettre en œuvre la négociation, valoriser les convergences pour élaborer un accord, et appréhender le conflit dans sa complexité.		Critères d'évaluation associés à la compétence C5 : ✓ Un cas pratique oral basé sur la mise en œuvre de la négociation raisonnée évalué sur : la bonne compréhension des règles, l'attitude et la posture du négociateur, l'argumentation juridique, l'organisation de l'environnement professionnel interne du négociateur (matériel et humain) et les actions à mener pour réaliser la négociation.

Module 3 : De la conciliation à la médiation		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ C6 - Comprendre les mécanismes de la conciliation et de la médiation (la procédure, le fonctionnement, les principes les méthodes et la technique). ▪ C7 - Appliquer les conditions légales de la conciliation/médiation pour assurer le bon déroulement afin de gérer les techniques à utiliser pour les conduire. ▪ C8 – Conduire et piloter une conciliation/médiation : accueillir le conflit, mettre en œuvre une médiation/conciliation, faire émerger les solutions et conduire à l'accord. 	<p>Modalité d'évaluation de C6 à C9 :</p> <p>✓ Les modalités d'évaluation sont basées sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Un contrôle de connaissance</u> : qui porte sur la maîtrise des termes de l'évolution de la notion de procès et de celle de la plaidoirie dans l'Histoire, la description d'un procès classique et de ses règles procédurales et déontologiques et la présentation des nouveaux modes que sont la procédure participative et le droit collaboratif. - <u>Deux études de cas/mise en situation (jeu de rôles)</u> : qui porte sur la mise en application (pratique et technique) de la conciliation/médiation. 	<p>Critères d'évaluation associés à la compétence C6 à C9 :</p> <p>✓ Un contrôle de connaissance (sur les différentes formes de conciliation et de médiation) écrit évalué sur : la spécificité des différentes procédures, l'analyse situationnelle pour utiliser la procédure adaptée, les conditions de mise en œuvre, mesurer les conséquences du choix de la procédure sélectionnée, l'organisation argumentative de mise en pratique.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ C9 – Rédiger une procédure de conciliation/médiation : initiation aux aspects spécifiques (exemple : la rédaction d'une conciliation/médiation écrite en connaissant les caractéristiques des outils, la méthode, les références et les exigences) pour sécuriser la procédure à mettre en œuvre. <p><i>*Aspect complémentaire pour assurer à la sensibilisation aux méthodes rédactionnelles pour conduire une médiation/conciliation écrite. (L'aspect formel et légal est traité dans le module 5).</i></p>		<p>Critères d'évaluation associés à la compétences C6 à C9 :</p> <p>✓ <u>Une mise en situation (orale et écrite) justifié sur</u> : l'argumentation du choix de la procédure, la conduite et le pilotage de la procédure, la posture relationnelle, la maîtrise des différents outils des procédures associées et adaptées à la situation/problématique, le raisonnement juridique et le langage technique associé.</p>
Module 4 : De la procédure participative au droit collaboratif		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ C10 - Connaître la procédure participative : savoir à quel moment y recourir (avant l'instance ou pendant l'instance), connaître ses caractéristiques, et savoir identifier les éléments à intégrer dans la convention, mesurer les conséquences d'un accord ou de l'absence d'accord. ▪ C11 – Piloter la méthode américaine du droit collaboratif (processus volontaire et confidentiel de règlement des conflits par la négociation, conduit par des avocats), la distinguer des autres modes alternatifs, organiser les réunions collaboratives, utiliser la méthode de la négociation raisonnée (méthode Harvard). 	<p>Modalité d'évaluation de C10 à C11 :</p> <p>✓ Les modalités d'évaluation sont basées sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Un contrôle de connaissance</u> : qui porte sur la maîtrise des termes de l'évolution de la notion de procès et de celle de la plaidoirie dans l'Histoire, la description d'un procès classique et de ses règles procédurales et déontologiques et la présentation des nouveaux modes que sont la procédure participative et le droit collaboratif. - <u>Une étude de cas/mise en situation (jeu de rôles)</u> : qui porte sur la mise en application (pratique et technique) du droit collaboratif. 	<p>Critères d'évaluation associés à la compétence C10 :</p> <p>✓ Un contrôle de connaissance (droit collaboratif) écrit évalué sur : la pertinence des arguments, la structure argumentative, l'organisation des justifications, le questionnement critique, la synthèse, la maîtrise technique du vocabulaire juridique et la traitement logique du problème.</p> <p>Critères d'évaluation associés à la compétences C11 :</p> <p>✓ Un contrôle de connaissance écrit (procédure participative) évalué sur : la pertinence des arguments, la structure argumentative, l'organisation des justifications, le questionnement critique, la synthèse, la maîtrise technique du vocabulaire juridique et la traitement logique du problème.</p> <p>✓ Un jeux de rôle justifié sur : l'argumentation, la conduite et le pilotage du mode préventif du droit collaboratif, la posture relationnelle, la maîtrise des différents outils du droit collaboratif, le raisonnement juridique et le langage technique associé.</p>

Module 5 : La rédaction des actes		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ C12 - Rédaction des actes sous seing privés 	Modalité d'évaluation de C13 à C14 : ✓ Les modalités d'évaluation sont basées sur : <ul style="list-style-type: none"> - Une rédaction individuelle (cas pratique) : qui porte sur la réalisation d'actes juridiques et de leur mise en application (procédurale). 	Critères d'évaluation associés à la compétences C12 : ✓ La rédaction des actes est évaluée sur : <ul style="list-style-type: none"> - La pertinence des arguments. - La conformité et la qualité rédactionnelle. - Le respect des exigences de l'acte. - Le fondement des éléments à intégrer dans un acte.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ C13 – Rédaction d'actes de transaction 		Critères d'évaluation associés à la compétences C13 : ✓ La rédaction des actes est évaluée sur : <ul style="list-style-type: none"> - La pertinence des arguments. - La conformité et la qualité rédactionnelle. - Le respect des exigences de l'acte. - Le fondement des éléments à intégrer dans un acte.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ C14 – Rédaction d'actes d'avocats 		Critères d'évaluation associés à la compétences C14 : ✓ La rédaction des actes est évaluée sur : <ul style="list-style-type: none"> - La pertinence des arguments. - La conformité et la qualité rédactionnelle. - Le respect des exigences de l'acte. - Le fondement des éléments à intégrer dans un acte.

Bilan synthétique des compétences attestées du diplôme « Justice participative »

Il s'agit d'une formation courte et professionnalisante créée à l'origine pour former des professionnels sur l'un des enjeux juridiques les plus tendanciels notamment la gestion des conflits. Un aspect majeur autour des compétences proposées du diplôme de la Justice Participative est que les professionnels candidats « juristes et non juristes » pourront mettre en œuvre, pratiquer ou conseiller sur les différentes façons de régler les conflits qui opposent les parties. Les candidats auront donc les compétences pour intervenir sur 2 phases opérationnelles essentielles :

- **Technique et pratique** : basé sur des compétences inquisitoriales pour déconstruire le conflit et d'assurer la mise en place des accords fondés sur le compromis. Ils seront en mesure d'adopter le mode préventif le plus adapté, d'initier la bonne procédure et la rédaction des dossiers et des actes afin de traiter la solution qui convient le mieux pour régler des enjeux conflictuels ou d'accompagner des communications complexes en fonction des besoins, des intérêts, et des moyens nécessaires adaptés à la situation.
- **Sociale/psychologique** : basé sur des compétences interventionnistes essentiellement centrées autour de la cognition, la posture, l'échange, le dialogue et la créativité. Ils seront en capacité d'être en interactivité avec les parties pour analyser, interpréter, raisonner et traiter des situations relationnelles complexes. Afin d'assurer la gestion des entretiens et la formulation des problématiques et de proposer des recommandations et des solutions intégratives et responsables.

3. Le secteur d'activité

- Les informations sont jointes et présentées dans les documents « annexes ».

4. Voies d'accès

Nous présentons ci-dessous les détails techniques sur les candidatures du diplôme universitaire de justice participative.

Voies d'accès	Oui	Non
▪ Formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	
▪ Après un parcours de formation		X
▪ Contrat de professionnalisation		X
▪ Candidature individuelle	X	
▪ Par expérience (hors dispositif VAE)		X

Nous présentons également la composition du jury de validation et d'admission du diplôme universitaire de justice participative.

Composition de jury d'admission	Fonction 1	Fonction 2
▪ Yves BONHOMMO	▪ Avocat et Bâtonnier du barreau de Carpentras	▪ Responsable pédagogique du diplôme universitaire de « Justice Participative »
▪ Céline BAS	▪ Enseignant Chercheur dans le « Droit Public » à Université Avignon.	▪ Responsable Pédagogique du diplôme universitaire de « Justice Participative »
▪ Marc JUSTON	▪ Président du tribunal judiciaire (jusqu'en 2018) et membre fondateur de l'association internationale des magistrats pour la médiation.	▪ Responsable du module « Conciliation et Médiation » du diplôme universitaire de « Justice Participative »

5. Validation de la certification ou de l'habilitation

Le niveau d'acquisition des compétences

Le niveau d'acquisition des compétences proposé aux candidats de la formation sont les suivantes :

- Savoir à quel moment mettre en place un dispositif de Justice Participative (le mode de prévention associé et adapté).
- Se positionner comme l'intermédiaire dans un conflit/différend (Gérer et conduire des entretiens de négociation).
- Concevoir un dispositif de prévention autour de la médiation et de conciliation.
- Produire et concevoir des procédures préventives de droit collaboratif et de procédure participative.
- Rédiger des acte sous-seing privé, transaction, acte d'avocat (pour la résolution d'un litige)

La durée de validité (en année)

Concernant la durée de validité de ce diplôme, elle est intemporelle car la formation est reconduite chaque année et elle propose pour cela :

- Une totalisation de 6 mois de formation universitaire (de janvier à juin).
- Une totalisation de 200 heures d'enseignement pour 5 modules d'enseignement.

Si durée limitée, les modalités de renouvellement

- Non, il n'existe pas de durée limitée à ce diplôme.

Possibilité de validation partielle

- Non, il n'y a aucune possibilité de validation partielle.

6. Liens avec d'autres certifications, habilitations

Liens avec d'autres certifications ou habilitations	Oui	Non
Equivalence partielle (de certification du RS à bloc de compétences d'une certification professionnelle).		x
Equivalence totale (de certification à certification du RS)		x

Partie 2 : Note d'opportunité

Contexte introductif

La société actuelle est confrontée à la multiplication des conflits en tout genre et dans tous les domaines que ce soit politique, économique, social etc. En effet, le recours aux modes juridictionnels classiques dans la résolution des conflits suscite beaucoup de lourdeurs. Cela se traduit par la lenteur des processus que la justice traditionnelle propose, le déroulé des affaires sur de longue période qui démotive les protagonistes et crispe le conflit à cause des honoraires et frais élevés, des décisions difficiles à appliquer et la remise en cause des relations d'affaires. Ce sont autant de facteurs qui poussent de plus en plus les parties/intéressés à préférer les principes de la Justice Participative au procès traditionnel. La question de la Justice Participative et de son inscription dans les systèmes de gestion des conflits devient donc de plus en plus une réponse pratique à des enjeux de société. Ainsi, avec l'émergence des modes non juridictionnels de règlement des conflits en marge des procédures judiciaires, la Justice Participative se développe de plus en plus et elle est représentée comme une voie d'apaisement, une solution d'écoute et de dialogue qui permet de gérer les désaccords, de solutionner les conflits, et d'éviter des procès épuisants et coûteux. Elle est aujourd'hui considérée par les professionnels comme le principal moteur dans la gestion des conflits et comme une voie utile et moderne de prévention des différends.

Ainsi l'objet de notre étude est de justifier l'intérêt d'obtenir une certification au diplôme universitaire de Justice Participative de l'Université d'Avignon. Pour cela, nous présenterons dans une première partie l'importance de la Justice Participative à la pluralité judiciaire qui s'inscrit comme un outil d'accompagnement, de soutien et de désengorgement aux institutions juridiques. Nous verrons qu'elle assure la montée en puissance des modes amiables de régulation des conflits particulièrement au sein des juridictions françaises également grâce à sa structuration, sa fonctionnalité, ses objectifs et les compétences qu'elle propose aux professionnels qui y ont recours. Il s'agira de montrer qu'elle contribue donc au renouvellement des valeurs et des croyances, d'idées et d'actions volontaires des parties pour s'engager à des projets collectifs de création spécifique pour assurer la résolution des conflits interprofessionnels.

Plus particulièrement, nous verrons aussi que l'attente des justiciables est aujourd'hui d'obtenir une solution pérenne à leur conflit qui soit acceptable pour toutes les parties afin de maintenir le lien social ou les relations d'affaires. Une seconde partie présentera en effet, que le diplôme de Justice Participative de l'Université d'Avignon a permis sur trois sessions d'ouvertures (de 2014 à 2020), de recruter et de former des professionnels « juristes et non juristes » qui ont eu conscience de cette sensibilisation à la pratique et aux valeurs des domaines de la justice participative. Et que cette formation a permis de professionnaliser des candidats sur des compétences métiers (telles que la négociation raisonnée, la conciliation, la médiation, la procédure participative ou encore l'arbitrage et le droit collaboratif) afin de mettre en œuvre l'un des procédés de Justice Participative, de leur favoriser l'identification de nouvelles opportunités d'affaires, de développer des projets d'avenir réels sur le marché et d'intervenir quel que soit le domaine d'activité et de la typologie de la structure.

L'importance de la Justice Participative

Cette partie sera consacrée à l'étude d'une mobilisation des connaissances en ce qui concerne les domaines de la Justice Participative. Elle permettra de connaître des éléments symboliques tels que son utilité, fonctionnement, rôle et de ses enjeux.

1. La Justice Participative : Le développement d'un dispositif de démocratisation du conflit

Les sociologues du droit, les internationalistes et les administrativistes ont constaté l'émergence des transformations des modes de régulation et d'action publique des conflits. En effet, c'est le cas de la Justice Participative qui propose des processus de justice communautaires et judiciaires qui privilégient l'établissement des rapports, ainsi que la réconciliation et l'atteinte de résultats convenus entre la victime et le contrevenant.

1.1 L'origine et description du concept de la Justice Participative

1.1.1 L'origine du concept de la Justice Participative

Pour rappel, le contexte des méthodes juridictionnelles classiques dans la résolution des conflits se caractérisent comme obligatoire, sanctionnable et lourde de conséquences dites temporelles, techniques et financières. C'est dans les années 2000, que de nouvelles méthodes de régulation des conflits comme la médiation, conciliation, négociation apparaissent et sont représentés comme beaucoup plus modernes, flexibles et innovantes dans le monde judiciaire. Ces processus transformateurs sont des réponses aux frustrations engendrées par un système de justice accusatoire. Les juristes sont donc d'avis aujourd'hui que les principes de la Justice Participative opèrent une hybridation des modes juridictionnels classiques sur des disciplines d'éthiques, managériales et sociologiques. Cette mutation des méthodes consiste à gouverner en marge du droit.

1.1.2 La Justice Participative au service de la gestion des conflits

Ainsi, la Justice Participative propose un mode de fonctionnement qui permet de repenser la façon de nommer et d'encadrer les conflits, de reconsidérer le positionnement des parties à un conflit et de revoir la manière de réagir aux conflits. Elle est utilisée dans tous les types de secteurs d'activités et d'entreprises (entreprises industrielles, les banques, services publics, etc.). Elle fait partie des services qui assurent avec ses propres outils, une forme de transformation de la participation des parties au conflit et de tirer parti du potentiel transformateur du conflit, et d'utiliser le conflit comme tremplin afin de s'élever vers une société plus juste.

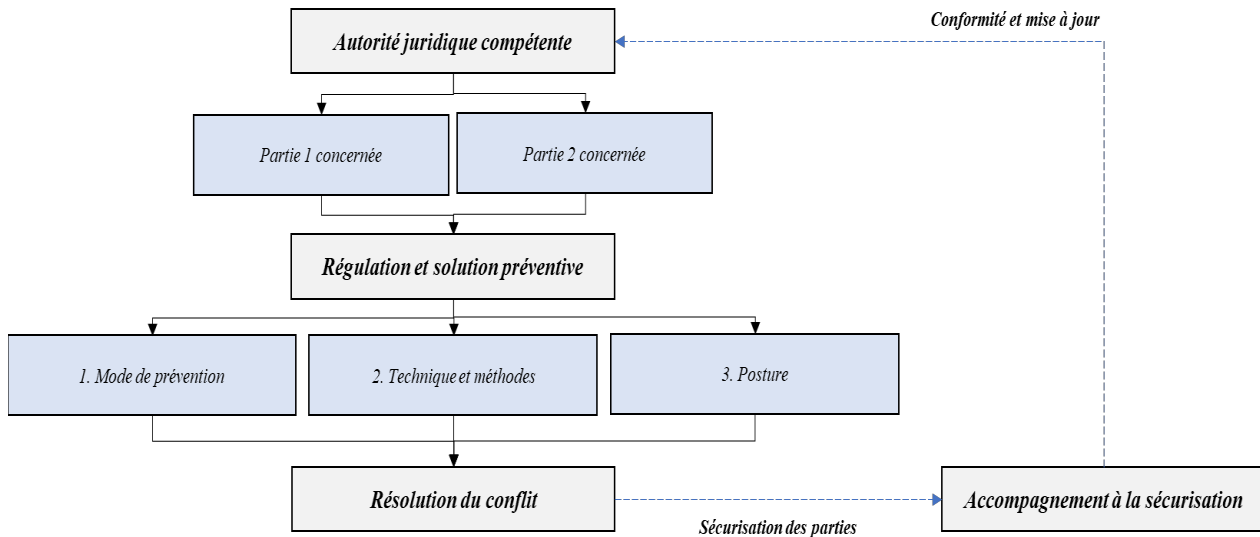
Elle répond à un besoin de démocratisation et de partage de l'information et permet en effet une meilleure maîtrise des appréhensions des réalités du conflit pour répondre à la fois aux attentes des parties et aux défis et problèmes qui se posent dans un litige spécifique. La Justice Participative redonne donc le pouvoir de nourrir et de construire des rapports et de rétablir une base minimale de compréhension et d'aspirations communes, en répondants à des enjeux économico-sociétaux grâce à des moyens techniques et pratiques de collaboration de co-construction basés sur des réflexions techniques et sociologiques au service des parties.

1.2 Description fonctionnelle du concept de la Justice Participative

1.2.1 Description du concept de la Justice Participative

La Justice Participative a été créée afin de prendre des décisions grâce à l'échange, la construction, la collecte et l'analyse informationnelle dans lequel les parties se trouvent. Elle est donc un moyen fondamental pour assurer le développement de nouvelles stratégies de résolution et de pacification des conflits en reconceptualisant la nature du préjudice causé. Nous verrons donc ci-dessous quels sont les axes représentatifs de la Justice Participative.

Schéma 1 : représentation synthétique de l'intérêt technique opérationnel de la Justice Participative



Une autorité juridique compétente : arbitre professionnel juridique

Les professionnels qui s'inscrivent et exerce une activité de Justice Participative sont représentés comme des juristes à part entière. Ils se caractérisent avec :

- Un statut : c'est-à-dire considéré comme un tiers au sein de la communauté et il est l'autorité compétente qui représente à la fois le pouvoir de persuasion, le droit en matière de sa profession et de sa référence juridique, et de consensus dans la négociation entre les parties au conflit.
- Un savoir-faire : basées sur des compétences d'analyse d'une demande ou d'une situation, de conduite d'un processus préventif, de gestion d'une pratique professionnelle spécifique relationnelle et d'accompagnement psycho-professionnel dans le suivi des engagements signés ou des accords établis par les parties.
- Une posture : basée sur un ensemble de principes qu'il se doit de respecter notamment, le raisonnement cognitif, l'impartialité, la neutralité, l'indépendance et la confidentialité des entretiens. Il s'agit d'une garantie disciplinaire afin de maîtriser les fondamentaux professionnels d'intervention de la justice participative.

Une régulation des conflits et solution préventive : Les moyens techniques de la Justice Participative

La Justice Participative représente une façon différente de faire valoir des droits et de faciliter l'accès à la justice. En effet, le tiers concerné dans un conflit choisit en fonction du contexte, des intérêts et de ses moyens, le mode de prévention adapté au conflit :

- La négociation : qui consiste à tenter de conclure une entente avec l'autre partie en discutant et en acceptant de faire certains compromis.
- Le droit collaboratif : qui nécessite que les personnes impliquées dans un conflit et leurs avocats s'engagent, à l'avance et par contrat à trouver une solution satisfaisante sans avoir recours aux tribunaux.
- La médiation : qui nécessite que toutes les parties doivent accepter et choisir le processus de médiation. C'est-à-dire qu'elles acceptent qu'une autre personne, un tiers neutre et impartial appelé « médiateur » les aide à trouver une solution à leur différend.
- La conférence de règlement amiable : peut être tenue à n'importe quelle étape du processus judiciaire si ces deux conditions sont remplies : la demande en justice doit avoir été déposée ; et les deux parties doivent y consentir. (Le conciliateur ne propose pas de solutions comme le fait le médiateur).
- L'arbitrage et le procès devant les tribunaux : est un processus décisif dont l'issue sera finale et sans appel. C'est un procès privé et l'arbitre ou les arbitres y tiennent le rôle de juge.

Une résolution et sécurisation du conflit

Les domaines de la Justice Participative remplissent une fonction d'ordre préventive qui permettent donc de présenter une situation privilégiée grâce à un travail de manipulation expérimentale de variables et de leur mise en relation avec les parties dépendantes du conflit. Ainsi, elle permet donc de présenter des résultats :

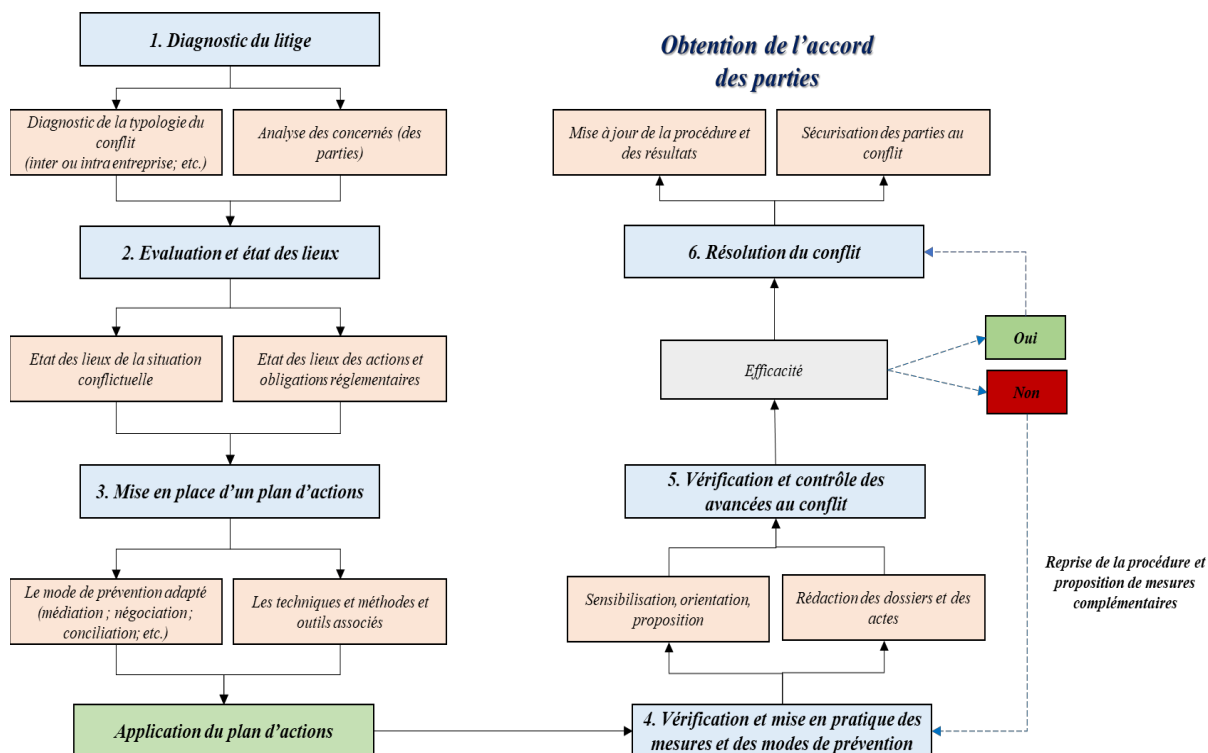
- Sociaux : c'est-à-dire de rétablir le lien et réparer la fracture causée par le conflit, en proposant un accompagnement de proximité qui assure un rééquilibrage et une réévaluation qui soit normée, organisée et conforme.
- Sociologiques : c'est-à-dire de proposer un partage de valeurs entre une Institution et les personnes concernées dans un conflit qui la composent. Le conflit est un symptôme de dysfonctionnement dont il faut chercher l'origine permettant de faire progresser l'organisation et contribuer à asseoir leur légitimité.
- Psychologiques : c'est-à-dire d'aider les parties à faire preuve de raisonnement cognitif et d'analyse pour mieux comprendre l'origine du conflit et changer de regard sur le différend. Il s'agit de gérer la frustration psychologique des parties en les inscrivant dans une démarche de construction afin de s'assurer que les solutions qu'ils formulent soient mises en œuvre respectivement.

1.2.2 Description du processus de la Justice Participative

La Justice Participative s'appuie aussi sur un processus expérimental que l'autorité compétente (tiers) doit savoir manipuler. Le processus est le suivant :

- Un diagnostic du conflit : c'est-à-dire qui doit inclure la description exacte de l'origine d'un litige avec l'identification claire des concernés et des conséquences matérielles/immatérielles.
- Une évaluation et état des lieux du conflit : il s'agit de visualiser l'historique détaillé du litige et de ces conséquences. Plus précisément il s'agit de traduire et d'inscrire les causes du désaccord, les responsabilités de chacun, la dégradation et les constatations au manquement procédurale qui ont conduit au litige.
- Un plan d'action : le tiers compétent devra traduire un plan d'action autour du litige identifié et de la question problématique technique à traiter.
- Une mise en pratique : il sera demandé au tiers compétent de répondre à une maîtrise des méthodologies procédurales de la justice participative adapté au litige identifié et de sa mise en application.
- Une vérification des avancées : en fonction de l'application et de l'exécution des actions, le tiers sera chargé aussi d'évaluer et de vérifier les avancées de la procédure et de l'évolution de l'affaire.
- Un consentement : le tiers sera enfin chargé de s'assurer de la bonne résolution du litige et d'obtenir le consentement des parties.

Schéma 2 : représentation synthétique de l'intérêt technique opérationnel de la Justice Participative



2. L'importance de la Justice Participative dans le monde judiciaire

2.2.1 Le rôle de la Justice Participative

Ainsi le rôle principal de la Justice Participative est donc de favoriser la mise en place d'une culture intellectuelle ouverte et techniquement opérationnelle qui engage les parties à une réflexion intelligente. Son rôle intervient sur plusieurs domaines notamment :

- Améliorer les procédures et le système juridique : elle facilite l'émergence de nouvelles solutions juridiques de pacification des conflits, réduit les degrés d'incertitudes et améliore les cycles de résolution des conflits. A l'aide et grâce à la manipulation d'outils spécifiques, méthodes et techniques préventives dans un objectif de rétablissement de la paix sociale.
- Orienter les comportements sociaux : elle favorise la compréhension du comportement des acteurs ce qui permet d'assurer la mise en place rapide des solutions intégratives et réduit les risques d'échec grâce à une meilleure connaissance du conflit. C'est-à-dire qu'elle contribue à renforcer l'esprit de co-construction grâce à des compétences préventives exploitées à l'aide de professionnels sur des problématiques conflictuelles spécifiques.
- Anticiper et sécuriser les conflits : de restaurer des relations interrompues et de rétablir la paix sociale et s'effectue dans le cadre d'un processus structuré mis en œuvre par un tiers indépendant formé à cet effet sous le contrôle de l'autorité judiciaire ou à sa demande.

2.2.2 Les enjeux de la Justice Participative

Les modes de prévention proposés par la Justice Participative constituent un nouveau marché juridico-commercial qui suscite de nombreux enjeux. Attribuée par les attentes et les besoins sur le marché, la demande pour ce type de prestation est croissante. Ainsi les enjeux auxquels répond la Justice Participative sont les suivants.

- Enjeux économiques : elle est liée directement à des problématiques propres que rencontre les institutions juridiques classiques. Son objectif est de favoriser le désengorgement des tribunaux, la création de valeurs ajoutées grâce au développement de nouvelles prestations juridiques et le développement de professions juridiques autour de la médiation, négociation et de la conciliation etc.
- Enjeux sociaux : elle constitue une véritable révolution managériale. Elle permet de mieux gérer ou d'éviter les conflits, tout en préservant les relations professionnelles. Elle permet d'anticiper idéalement, et d'annihiler les différends en privilégiant l'intelligence des acteurs et en s'appuyant sur des formes de coopérations inter-organisationnelles qui nourrissent les capacités de confiance. Elle s'inscrit donc dans une logique collective basé sur de nouveaux rapports sociaux qui favorisent l'anticipation et la résolution des différends.
- Enjeux culturels : elle est considérée comme un mode indirect de patrimonialisation des conflits. L'objectif est pour beaucoup de transformer et d'éradiquer, la science classique du procès héritée du droit romain en se basant sur des principes qui privilégient l'organisation des droits de la défense, le respect du principe du contradictoire et de la confidentialité des parties.

3. Le bilan de l'importance de la Justice Participative dans le monde judiciaire

Cette partie était consacrée à l'expression de l'intérêt et de l'importance de la Justice Participative dans le monde professionnel juridique. L'étude menée montre que la Justice Participative traverse une phase d'évolution pour laquelle elle constitue un nouveau marché juridico-commercial. Effectivement, les institutions juridiques dénotent une forme d'engorgement et de limitation de ses actions face à l'importance et de la hausse des phénomènes conflictuels que traverse la société française d'aujourd'hui. Effectivement le constat est les institutions juridiques et les entreprises sont en attente aujourd'hui de nouveaux besoins pour anticiper, gérer et sécuriser les conflits.

En effet, la culture juridique que propose la Justice Participative est donc essentielle pour être opérationnel et pour pouvoir se positionner dans un environnement de plus en plus complexe et très conflictuel. La gestion des différents modes de prévention que propose la Justice Participative permet d'assurer le progrès nécessaire pour défendre sa place sur le marché. Ainsi, il a été présenté que la Justice Participative, peut et répond à ces besoins puisqu'elle a été créée afin de privilégier la prise d'informations, d'évaluer puis de gérer des risques juridiques, tout en proposant des solutions pratiques et d'assurer la gestion des conflits grâce à un ensemble de moyens techniques et pratiques dont elle dispose. Elle est donc considérée comme un levier de performance à actionner pour la réussite d'une régulation des conflits. Car elle permet d'engager la transformation de l'information en une connaissance utile et exploitable, suit les cadences des évolutions relationnelles et répond aux besoins exprimés des parties concernées.

Ainsi, après avoir décrit la justice participative et de ses enjeux économiques, sociaux et culturels, il s'agira de présenter l'intérêt d'une certification du diplôme portée par l'Université d'Avignon. Cela permettra de confirmer cette synthèse, selon laquelle la Justice Participative peut être un réel facteur de création de valeur sur le territoire et d'opportunités professionnelles pour les candidats qui s'y inscrivent. En présentant, le contexte de création et les objectifs du diplôme, les compétences métiers et les projets d'avenir qu'il propose aux candidats. Ces éléments permettront de confirmer la pertinence de la formation de Justice Participative de l'Université d'Avignon pour lui permettre d'obtenir la certification.

L'utilité avérée de la certification

Cette deuxième partie sera donc consacrée à une étude informationnelle concernant l'utilité d'une certification pour le diplôme universitaire de la Justice Participative de l'Université d'Avignon. Cette étude permettra de connaître des éléments spécifiques qui justifieront l'obtention d'une certification.

4. Le développement de formations spécialisées dans la prévention des conflits

Dans une société d'économie de marché, les conflits/litiges/contentieux se multiplient et sont inévitables et engagent de façon croissante des complexifications et des problématiques juridiques. Cela a eu pour conséquence l'émergence depuis une décennie de formations spécialisées autour de la gestion des conflits. Elles proposent des métiers avec des fonctions juridiques spécialisées et avec des compétences spécifiques professionnalisantes.

4.1 Contextualisation du développement de la formation de Justice Participative

4.1.1 Le développement du diplôme universitaires de Justice Participative

En effet durant les dix dernières années, les entreprises/organismes (issus de tous les secteurs d'activités) font face à de nouveaux enjeux sociaux et sociétaux, qui représentent une multitude de sujets de tensions et d'occasions de conflits individuels et collectifs. Le phénomène de ces conflits est dû principalement à l'éclatement du salariat, la différenciation des situations individuelles et collectives de travail, l'insatisfaction et l'intensification du travail et les problèmes de santé au travail, les affaires familiales, etc.

Ainsi, des formations universitaires se sont développée notamment à l'Université d'Avignon avec le diplôme universitaire de Justice Participative. Il a été créé en 2014 pour répondre à un enjeu principal notamment autour de la question de la professionnalité de la gestion des conflits. Il s'inscrit pleinement dans un mouvement de généralisation des programmes et des pratiques juridiques de Justice Participative pour former des professionnels sur l'ensemble du territoire. Depuis 2014, c'est 34 candidats qui ont suivi cette formation, pour se professionnaliser sur des compétences métiers tels que « médiateur, négociateur, conciliateur ». Le champ du diplôme universitaire de la Justice Participative ne constitue donc pas simplement un nouveau domaine d'intervention ou d'action mais aussi un marché, ce qui explique les enjeux et l'importance des différentes professions qui interviennent dans la gestion des conflits.

L'intérêt de son existence est donc de former des professionnels qui vont transférer leur culture de la gestion des conflits dans cette nouvelle pratique, d'accompagner le contexte contemporain, les changements de société en incitant à la responsabilité des individus qui solliciteront moins les institutions juridiques pour la gestion des conflits, et de proposer des modes d'intervention à part entière contribuant à l'adaptation des normes et changements sociaux.

5. Le diplôme universitaire de l'Université d'Avignon : Justice Participative

Cette formation est donc portée par l'Université d'Avignon et le SFTLV et elle constitue un niveau indispensable aux candidats pour comprendre la théorie générale et les mécanismes pratiques de la justice participative. Nous verrons ci-dessous quels sont les objectifs, la structuration et unités d'enseignement que cette formation propose.

5.1 L'offre du diplôme universitaire de Justice Participative

5.1.1 Description de l'offre de formation de la Justice Participative

L'originalité du présent diplôme est précisément de former les candidats aux modes amiables dans leur diversité et leur complémentarité assurée par des équipes pédagogiques proposant un enseignement pratique juridique.

L'objectif de la formation

Dans ce contexte, cette formation a pour objectif de :

- Former des professionnels expérimentés sur les modes alternatifs de règlement des différends (MARD), négociation, médiation, conciliation, droit collaboratif, procédure participative.
- Participer au développement des professions juridiques des candidats dans tous les domaines (entreprise, social, public, etc.) sans avoir recours à la voie juridictionnelle.
- Participer à la création de valeur tant sur le plan microéconomique que macroéconomique grâce à l'amélioration du traitement judiciaire curatif des litiges et des conflits.

La structuration de la formation

Le fonctionnement de la formation s'articule autour de 3 éléments :

- Un aménagement des enseignements sur une période de 6 mois (de janvier à juin) avec 1 à 2 jours par semaine (correspondant à 7 heures de cours environ par semaine).
- Une pédagogie active avec 4 enseignants professionnels universitaires qui proposent 5 modules d'enseignements en alternant les apports théoriques et les mises en situation pratiques.
- Un effectif d'accueil de 20 candidats pour chaque session qui obtiendront le diplôme sur la base de la validation des compétences à travers des contrôles de connaissance, de cas pratiques et des mises en situation collective et individuelle.

Les unités d'enseignement de la formation

Les unités d'enseignement du diplôme sont les suivantes :

- Module 1 : acquérir des notions autour des règles de procédures générales civiles et administratives contentieuses et de la déontologie éthique propre aux modes amiables de la justice participative.
- Module 2 : acquérir la méthodologie de la négociation raisonnée et de la gestion des conflits versus l'approche relationnelle.
- Module 3 : acquérir des compétences pratiques sur la conciliation et la médiation.
- Module 4 : acquérir des compétences pratiques sur le droit collaboratif et la procédure participative.
- Module 5 : acquérir des compétences pratiques sur la rédaction des actes (sous-seing privé, transaction, acte d'avocat) matérialisant l'accord des parties.

5.1.2 Le modèle économique du diplôme universitaire de Justice Participative

Nous présentons le modèle économique du diplôme universitaire de Justice Participative. Afin de couvrir le coût complet de la formation (pédagogique et environnement – SFTLV et services centraux Avignon Université) :

- Coût de la formation : 2800 euros représente le coût de formation que doivent payer les candidats afin de s'inscrire à la formation.
- Effectif de la formation : 18 à 20 candidats sont nécessaires pour atteindre l'équilibre budgétaire de la formation.

L'équilibre budgétaire sans dégagement

Description du modèle économique	Recettes
<ul style="list-style-type: none"> Coût complet de 52 301 euros 	✓ (18 à 20 candidats x 2 800 euros) = 50 400 à 56 000 euros
<ul style="list-style-type: none"> Description du coût complet de la formation = (52 301 euros) 	<u>Explication :</u> <ul style="list-style-type: none"> Charges d'enseignement : 11 213 euros Charges pédagogiques hors enseignement : 8 902 euros Ingénierie et secrétariat : 9 150 euros Charges de fonctionnement : 1 500 euros Charges services centraux universitaires : 21 536 euros

Caractéristique

Il faut bien préciser que le Service Tout au Long de la Vie (SFTLV) est le seul service de l'Université d'Avignon qui doit atteindre l'équilibre financier en dehors de la dotation de l'état octroyée de l'université pour sa mission de service publique. Plus précisément l'Université d'Avignon a la responsabilité pédagogique du diplôme universitaire de Justice Participative et le SFTLV se positionne sur les responsabilités administratives et financières. Ainsi le SFTLV n'ayant pas les mêmes contraintes budgétaires qu'un organisme privé se doit de respecter un ensemble d'objectifs concernant le diplôme notamment :

- D'orienter : une politique de sécurisation de la formation grâce à un effectif de 20 étudiants afin d'assurer des recettes financières qui justifient l'équilibre financier de la formation.
- De présenter : un équilibre financier (à 0 euros de dégagement) destiné à couvrir indistinctement les dépenses de fonctionnement de la formation en coût complet.

6. L'utilité avérée de la certification du diplôme de Justice Participative

Après avoir présenté l'offre du diplôme universitaire de Justice Participative, nous présentons l'intérêt professionnel qu'il propose en s'appuyant sur l'analyse des profils et des projets professionnels des 34 diplômés sur les 3 sessions qui ont été ouvertes.

6.1 L'intérêt d'existence du diplôme de Justice Participative

6.1.1 Des participants juristes et non juristes

Le diplôme universitaire de Justice Participative a permis de former des apprenants « juristes et non juristes » sur 3 sessions ouvertes entre 2014-2020.

Analyse de la typologie des professions des candidats

Sur un total de 34 participants, les résultats des profils sont les suivants.

- 29% des participants étaient des avocats.
- 12% des participants étaient des huissiers.
- 6% des participants étaient des entrepreneurs.
- 6% des participants étaient des responsables de gestion.
- 6% des participants étaient des architectes.

Classification des fonctions	Décompte	Pourcentage
✓ Avocats	10	29%
✓ Huissier	4	12%
✓ Entrepreneur	2	6%
✓ Architecte	2	6%
✓ Responsable de gestion	2	6%
✓ Conciliateur	1	3%
✓ Médiateur	1	3%
✓ Expert judiciaire	1	3%
✓ Consultant	1	3%
✓ Assistant juridique	1	3%
✓ Assistant de direction	1	3%
✓ Recherche d'emploi	1	3%
✓ Commercial	1	3%
✓ Directeur	1	3%
✓ Retraité	1	3%
✓ Expert immobilier	1	3%
✓ Coach sportif	1	3%
✓ Géomètre	1	3%
✓ Autre	1	3%
Total	34	100%

La typologie de la catégorie professionnelle des candidats

Sur l'ensemble des 34 diplômés au total, les résultats montrent que :

- 56% des candidats (soit 19/34) étaient issus d'une fonction professionnelle juridique.
- 44% des candidats (soit 15/34) étaient issus d'une fonction professionnelle non juridique.

Nombre Total de « Juristes/Non Juristes »	Décompte	Pourcentage
▪ Les Juristes	19	56%
▪ Les Non Juristes	15	44%
Total	34	100%

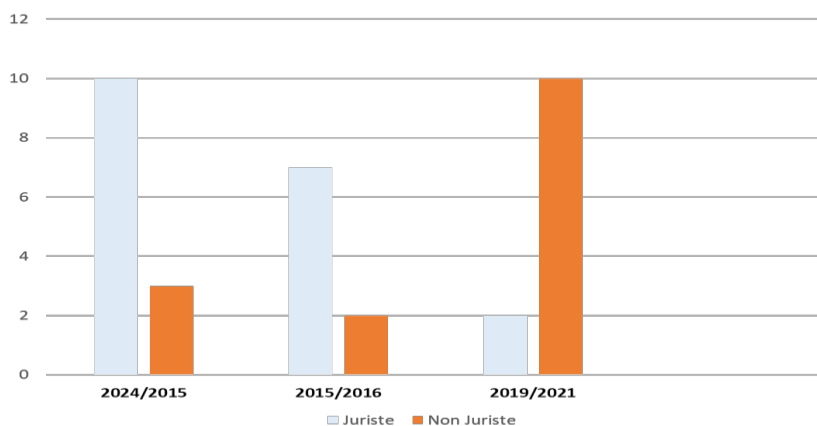
Plus précisément, sur l'ensemble des 19 diplômés « juristes » au total, il y a eu :

- 17 « juristes » qui se sont inscrits à la formation sur les sessions de 2014/2015 et 2015/2016.
- 2 « juristes » qui se sont inscrits à la formation sur la session de 2019/2020.

Et sur l'ensemble des 15 diplômés « non juristes » au total, il y a eu :

- 5 « non juristes » se sont inscrits à la formation sur les sessions de 2014/2015 et 2015/2016.
- 10 « non juristes » se sont inscrits à la formation sur la session de 2019/2020.

Nombre total de « Juristes/Non Juristes » par année	2014/2015	2015/2016	2019/2020
▪ Les Juristes	10	7	2
▪ Les Non Juristes	3	2	10
Total	13	9	12



Bilan analytique des effectifs

Nous pouvons constater que le diplôme à inspirer de nombreux candidats à se former aux domaines de la justice participative notamment avec :

- 34 diplômés au total « juristes et on juristes ».
- 19 diplômés « juristes ».
- 15 diplômés « non juristes » : qui représente une hausse du nombre de 10 de ces profils pour la session 2019/2020.

Cela montre que le diplôme à une utilité juridique à la fois pour des professionnels « juristes » et aussi pour des professionnels « non juristes ».

6.1.2 Le projet professionnel des candidats

Il est question de comprendre les raisons pour lesquelles les 34 candidats « juristes et non juristes » se sont inscrits à ce diplôme. Nous accorderons une importance particulière sur les opportunités professionnelles que propose le diplôme de justice participative notamment sur le projet professionnel des candidats recrutés depuis 2014. Pour cela, nous avons organisé notre réflexion autour de deux éléments que sont : les compétences métiers et les projets professionnels.

L'acquisition de compétences métiers

Nous présentons ci-dessous les compétences métiers pour lesquelles le diplôme universitaire de Justice Participative forme les 34 candidats.

La typologie des références métiers	Détails
✓ Négociateur	<ul style="list-style-type: none"> Il propose une démarche coopérative préservant les intérêts de chaque partie. Il cherche à diagnostiquer les intérêts (divergents, communs, complémentaires) afin de comprendre et mettre en lumière les ressorts sous-jacents, les motivations profondes, les besoins, les préoccupations qui sous-tendent et motivent les positions. Il apporte des solutions apportant un bénéfice mutuel en utilisant des critères objectifs, clairs, justifiables, fondés, faciles à mettre en œuvre et acceptés par les parties.
✓ Conciliateur	<ul style="list-style-type: none"> Il intervient dans le cadre d'un conflit entre deux personnes physiques ou morales afin d'obtenir un accord amiable entre elles : Il est chargé de faciliter le règlement amiable des différends relatifs. Il est saisi soit directement par les parties en dehors de tout procès (conciliation extrajudiciaire ou conventionnelle), soit par le juge lorsqu'il a été saisi d'un litige.
✓ Médiateur conventionnel	<ul style="list-style-type: none"> Il permet à chacun d'exprimer en toute confidentialité des attentes, ressentis et des besoins pour trouver un accord conforme aux intérêts de tous. Il peut intervenir en toute matière juridique : affaires familiales (divorce, séparation, succession...), troubles du voisinage, conflit employeur salarié, construction, droit des affaires... Il peut intervenir indépendamment de toute procédure ou intervenir au cours d'un procès déjà débuté.
✓ Médiateur judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> Il doit faire émerger un accord entre des parties à un conflit, la médiation judiciaire est encadrée, contrôlée et suivie par le juge. Il intervient à la fois dans la médiation civile et la médiation pénale. Il ne participe pas à la procédure mais vise simplement à la mise en place d'un accord qui sera inclus dans le règlement par le juge à la demande des parties.
✓ Médiateur social	<ul style="list-style-type: none"> Il conçoit et mène une action préventive des conflits dans les espaces publics. Il intervient sur des situations de dysfonctionnement social : il cherche à renouer une communication entre les personnes en conflit afin de fournir aux protagonistes les moyens de chercher par eux-mêmes des issues à leur situation Il régule les conflits par le dialogue et propose des solutions.

Caractéristique

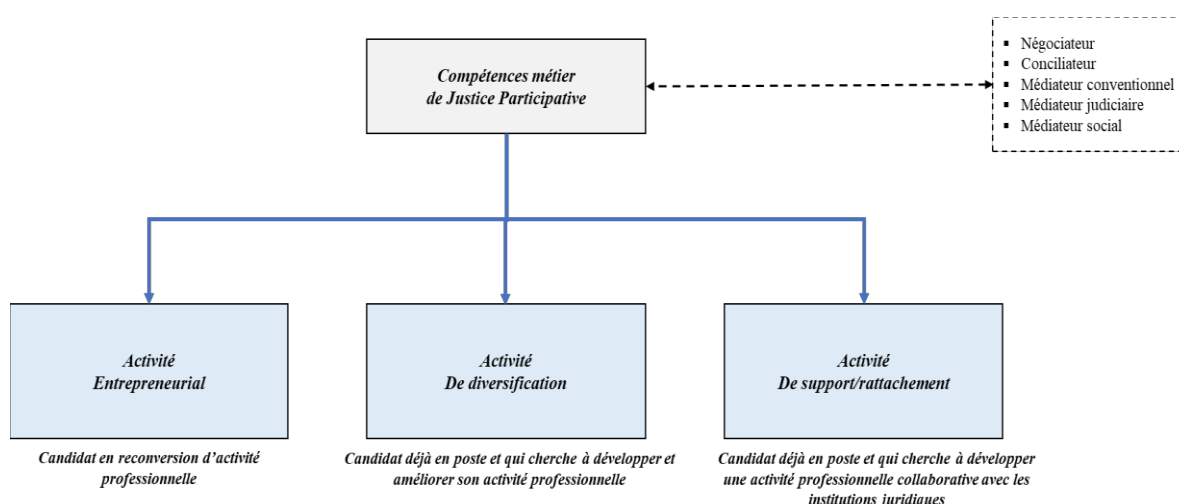
La typologie des références métiers citées, représente l'ensemble des compétences professionnelles pour lesquelles le diplôme universitaire de Justice Participative prépare et forme les apprenants. En effet, il s'agit d'un ensemble de compétences professionnelles rattachés à des fonctions spécifiques qui permet aux apprenants de revaloriser le pouvoir d'action, légitimité, responsabilité et posture dans la gestion des conflits dans leur domaine d'activité.

Les activités professionnelles

La formation étant pluridisciplinaire, elle a permis aussi aux 34 apprenants de tous les orienter sur une trajectoire juridique notamment de :

- Développer des activités entrepreneuriales juridiques : de nombreux professionnels (juristes et non juristes) s'inscrivent aujourd'hui dans l'entrepreneuriat notamment dans la création d'activité libérale. La mission principale est de proposer des prestations de négociation, médiation et de conciliation, pour réguler les relations humaines, familiales, inter et intra entreprise (entre salariés, managers, associés, partenaires, clients ou fournisseurs, etc.). Ils peuvent apporter leur concours dans le champ judiciaire pour le règlement amiable des litiges et sont également susceptibles de contribuer à la conduite de projets dans tous les domaines d'activité.
- Diversifier des activités professionnelles juridiques référencées : les domaines de la Justice Participative peuvent constituer aussi pour les juristes et non juristes une activité accessoire à leur activité professionnelle d'origine. Les retours d'expériences des domaines de la Justice Participative peuvent offrir une opportunité d'élargir leur offre de services et d'améliorer la satisfaction de leur client. Ils peuvent apporter des compétences supplémentaires dans la gestion des conflits et outiller leur service en ingénierie technique de régulation et en qualité relationnelle afin de débloquent des situations conflictuelles, restaurer le dialogue et faire émerger des solutions élaborées par les parties.
- Développer une activité juridique de support : les professionnels formés à la Justice Participative ont aussi la possibilité d'accompagner et de travailler et de collaborer avec les institutions juridiques traditionnelles. En effet, les professionnels formés à la Justice Participative sont de plus en plus reconnus par les institutions juridiques pour désengorger les tribunaux (objectif du projet de loi « J21 ») car ils s'inscrivent dans un processus de règlement extrajudiciaire des litiges. Ils permettent effectivement grâce à leurs prestations de gestion des conflits de prendre en charge le suivi et l'anticipation des litiges, proposer d'ouvrir des espaces spécifiques de démocratie pour rallier, rattacher, contrôler et vérifier la régularité des affaires litigieuses.

Représentation schématique : les perspectives professionnelles d'avenir



6.1.3 Des champs d'intervention : les secteurs d'activités et les organismes

Nous présentons les lieux et les domaines d'activités pour lesquels les diplômés peuvent exercer et pratiquer leurs compétences métiers de justice participative.

Les secteurs d'activités

Les diplômés du diplôme de Justice Participative peuvent intervenir dans de nombreux domaines et secteurs d'activités quel que soit leur projet professionnel tels que :

La typologie des secteurs d'activités
✓ Le Commerce de produits de grande consommation
✓ L'Immobilier, logement
✓ L'Energie, eau, assainissement
✓ Le Transport public de voyageurs, transport de marchandises
✓ La Finance, banque, assurance, mutuelle
✓ La Communication, téléphonie, services postaux
✓ L'Hôtellerie, restauration
✓ Le Tourisme, voyage
✓ La Culture, loisirs, sport
✓ Les Produits et services à la personne
✓ Les Services juridiques
✓ Les Services d'assistance et d'intermédiation
✓ La Franchise
✓ L'Urbanisme
✓ L'Enseignement

Les organismes

Les diplômés du diplôme peuvent exercer et pratiquer leurs compétences de Justice Participative quel que soit leur fonction professionnelle dans de nombreuses structures existantes telles que :

La typologie des organismes
✓ Les Centres sociaux
✓ Les Entreprises publics/privés (ex : les entreprises artisanales, industrielles et de service, coopératives, etc.).
✓ Les Régies de quartier
✓ Les Cabinets
✓ Les Grands – Groupes
✓ Les Industries
✓ Les Banques
✓ Les Organisations/Etablissements publics (ex: administrations publiques centrales, administrations publiques locales, administrations de sécurité sociale, ministères, etc.).
✓ Les Organisations à but non lucratif : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les associations : locales, nationales et particulières, ONG. ▪ Les syndicats : de salariés et patronaux
✓ Les Collectivités territoriales (ex : conseil municipal, régional)
✓ Les Institutions de l'enseignement (ex : écoles, université, fédération, etc.).

7. Des opportunités de développement et des appuis au service de la formation

7.1 Les opportunités de développement de la formation

Nous présentons quelles sont les opportunités de développement du diplôme universitaire de Justice Participative. Il s'agit plus précisément de diagnostiquer des éléments d'opportunités qui montre l'importance et la pertinence qu'occupe le diplôme de justice participative sur le marché.

7.1.1 Des opportunités économiques et sociales

Nous présentons quelles sont les principales opportunités de développement du diplôme universitaire de Justice Participative.

Les opportunités	Détails
<ul style="list-style-type: none"> Les tendances du marché 	<p><u>Un développement de formations courtes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un programme de 4 à 5 modules en moyenne sur une période de 5 mois en moyenne pour 200 heures. ✓ Un enseignement animé par des juristes chevronnés. ✓ Des modules professionnalisants autour des domaines de la justice participative. <p><u>Un développement de formations techniques et pratiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un accompagnement créatif à la gestion des conflits (atelier, mise en situation, jeux de rôles, etc.). ✓ Des outils et techniques tendanciels de la négociation. ✓ Une pratique sur la psychologie de l'individu en conflit (mise en situation).
<ul style="list-style-type: none"> Les attentes sociales 	<p><u>Une demande pour des approches pratiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développer un savoir faire dans les domaines de la justice participative pour obtenir des habilitations techniques : <ul style="list-style-type: none"> ▪ De gestion relationnelle. ▪ D'ingénierie des litiges dans l'exercice des différents modes de gestion des conflits. <p><u>Une demande pour des approches psychopédagogiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Être habilité à un mode de socialisation des conflits : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Savoir reconnaître les différents types de conflit. ▪ Apprendre à prévenir les conflits. ▪ Adopter le bon positionnement en tant que tiers (approcher le conflit de façon dynamique et positive).
<ul style="list-style-type: none"> Les candidats (à la formation) 	<p><u>Les Non Juristes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Ils représentent des professionnels qui reconnaissent de plus en plus l'intérêt et l'importance des principes des domaines de la justice participative (médiation, négociation, conciliation). Ils sont exposés de plus en plus à des situations d'urgence en entreprise où l'enjeu principal est relationnel. <p><u>Les juristes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Ils représentent des professionnels qui souhaitent développer leur projet professionnel et revaloriser leurs actions au sein de leur organisme, leur pouvoir d'action, légitimité, responsabilité et posture autour de la gestion des conflits.
<ul style="list-style-type: none"> La localisation géographique 	<p><u>Une localisation dynamique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'Université d'Avignon et de son implantation à la possibilité de référencer son diplôme grâce à : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une forte concentration de cabinets et d'institutions juridiques (avocats, huissiers, etc.). ▪ Une forte concentration de non Juristes, qui présente de nombreuses entreprises (public/privés), de grands groupes, de professions libérales, d'organisations patronales/syndicales, de pépinières et de réseaux d'entrepreneurs, etc. <p><u>Une proximité environnementale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une proximité avec les départements du Vaucluse, Gard, Ardèche qui permet de s'appuyer sur : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des axes de géo influence et de réseautage favorables pour la prospection de candidats à la formation (l'Université d'Avignon est l'une des seules à proposer le diplôme universitaire de Justice participative parmi ces 3 départements).
<ul style="list-style-type: none"> Les objectifs de la formation 	<p><u>Des objectifs sociaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Être promoteur exclusif des méthodes et modes de règlement à l'amiable pour apporter aux personnes et aux organisations une garantie de qualité des services en matière de formation à la résolution de conflit. ✓ Offrir un programme de formation exhaustif qui répond aux attentes des professionnels issus de tout secteurs d'activités et de les former sur des compétences juridiques de négociation. <p><u>Des objectifs économiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Désengorger les institutions juridiques : c'est-à-dire encourager et accompagner les individus à régler leur conflit en dehors des tribunaux au terme d'un processus encadré et confidentiel clôturé par un accord. ✓ Participer au développement des projets professionnels des candidats : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des activités entrepreneuriales juridiques. ▪ De activités de diversification ▪ Des activités de collaboration et de support aux tribunaux.

7.2 L'environnement universitaire pédagogique et professionnel : « les appuis de la formation »

Le diplôme universitaire de Justice Participative est porté par l'Université d'Avignon est accompagné par son Service de Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV). En effet le SFTLV dans sa conception dispose d'ingénieurs qui sont chargés d'accompagner au développement des formations universitaires, et c'est notamment le cas du diplôme universitaire de Justice Participative. Nous verrons donc quelles sont les actions bénéfiques des ingénieurs du SFTLV au service des formations universitaires.

7.2.1 Un pôle d'enseignants-chercheurs et d'intervenants professionnels

Le diplôme de Justice Participative est effectivement assuré par un pôle d'enseignants qui permettent d'accompagner à sa fiabilité et viabilité. En effet, ils proposent :

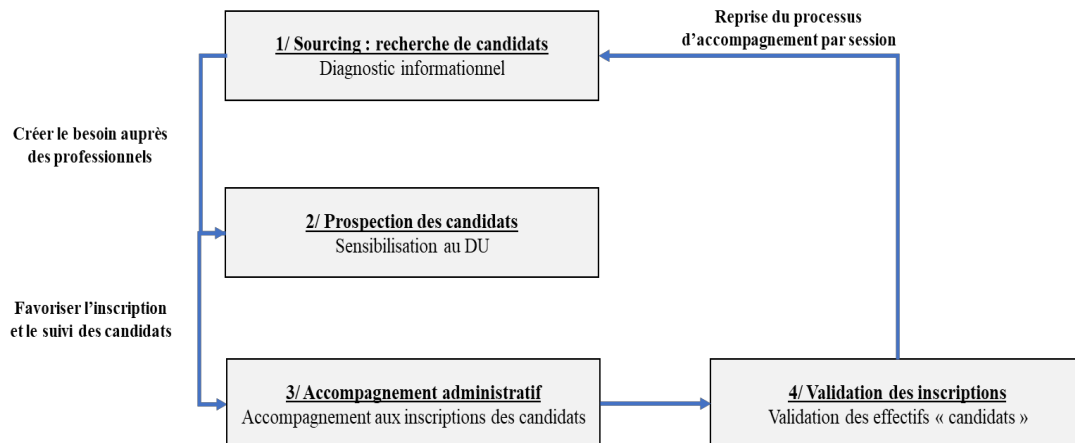
- Des connaissances théoriques : disposant d'un savoir disciplinairement issu d'une mobilisation de connaissances autour des domaines de la Justice Participative. Afin de professionnaliser intellectuellement les candidats sur la maîtrise des concepts fondateurs d'une prévention et d'un règlement des différends et d'apprendre à analyser les situations problématiques à la source des risques comportementaux.
- Des compétences techniques et pratiques : disposant d'une expérimentation technique et pratique typiquement prévisionnelle des conflits. Afin d'imprégner et de professionnaliser techniquement les candidats à l'exercice professionnel du traitement des conflits, développer des compétences dans le bon usage de la communication (non verbale, orale, écrite), déployer des compétences dans l'économie des relations interpersonnelles et incorporer dans les pratiques de gestion la perception de la légitimité décisionnelle.
- Une posture symbolique juridique : reposant sur une pluralisation de valeurs professionnelles tels que le statut extérieur, la symbolisation expérientielle des enseignants (Magistrat, Fondateur à la médiation), et d'un vison spécifique qu'ils ont autour des évolutions des domaines de spécialisation de la justice participative pour encadre et former les candidats au diplôme.

7.2.2 Un pôle d'Ingénierie du SFTLV/Université Avignon

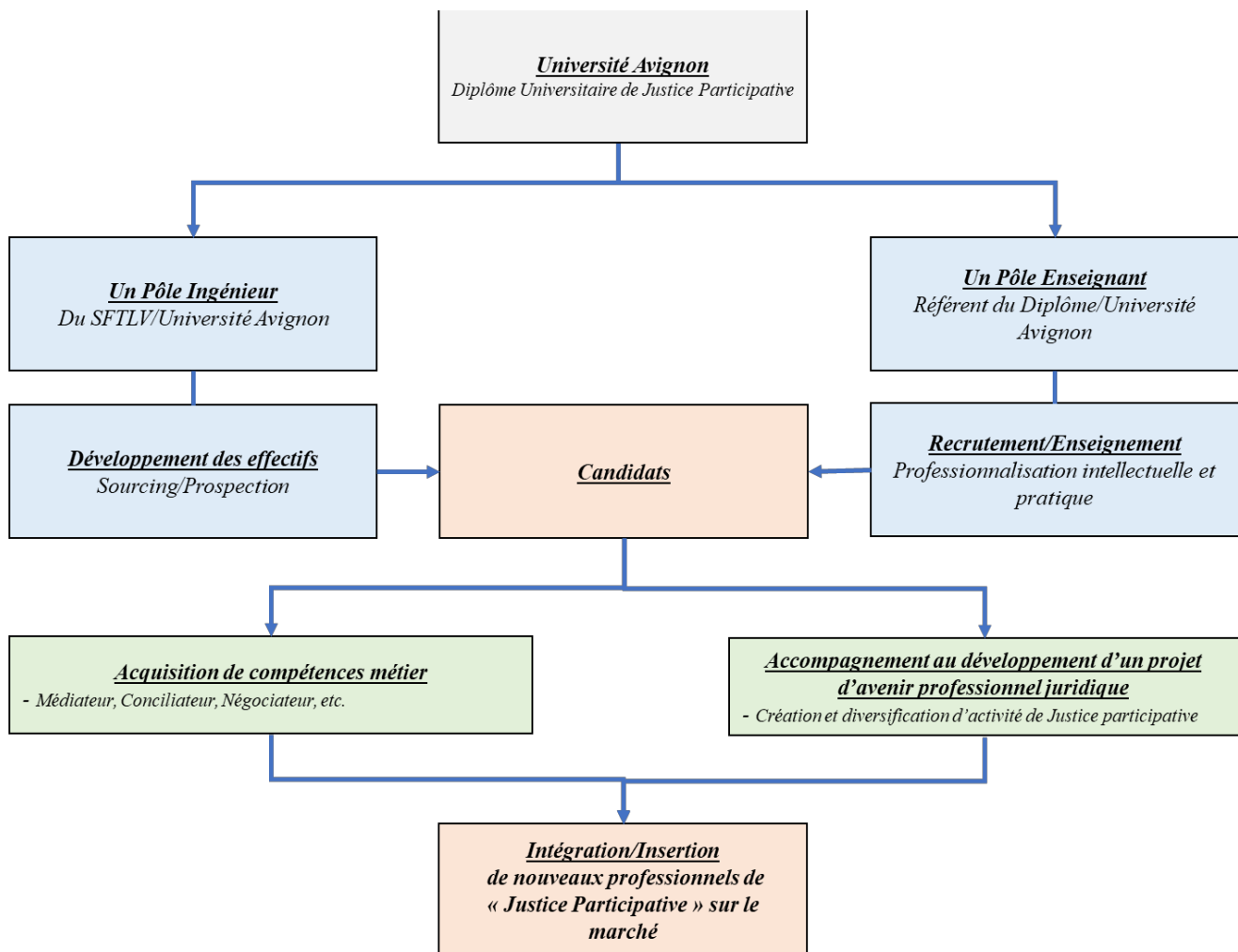
L'avantage pour les équipes pédagogiques du diplôme de justice participative est effectivement de disposer d'un pôle d'ingénieurs qui permettent d'accompagner à sa viabilité. En effet, ils participent à :

- Un travail de Sourcing : grâce à une stratégie de prospection auprès des professionnels autour de l'intérêt et des apports disciplinaires que propose l'offre du diplôme universitaire.
- Un accompagnement à l'inscription : grâce à un suivi pédagogique auprès des candidats prospectés et recrutés afin de les orienter à une pré-inscription et de les intégrer plus facilement à la formation. Et donc d'assurer une sécurisation grâce à un suivi administratif entre les candidats préinscrits et le gestionnaire de formation, afin d'assurer la validation définitive de leur dossier d'inscription.
- Un placement des candidats : grâce à un suivi administratif avec le gestionnaire de formation SFTLV et l'équipe pédagogique chargé d'accompagner à la procédure de validation des dossiers et donc de valider la place du candidat au DU.

Représentation synthétique de l'accompagnement d'ingénierie du SFTLV



7.2.3 Représentation synthétique : Des appuis à la formation (DU « Justice Participative »)



Caractéristiques :

Les deux pôles réunis permettent d'établir une véritable vision à long terme d'une stratégie de formation comprenant des objectifs pédagogiques, un portefeuille de compétences spécifiques à acquérir, un effectif d'apprenants.

Bilan et conclusion

La prise en compte de la gestion des conflits est un phénomène relativement récent puisque l'on assiste à une économie de marché de plus en plus sensible aux impacts des conflits en entreprise. L'étude d'opportunité a permis d'avoir une approche sociotechnique autour du diplôme universitaire de Justice Participative de l'université d'Avignon. Elle a montré que cette formation occupe une place importante tant au niveau universitaire qu'au niveau professionnel. Effectivement à travers notre analyse, il est possible d'observer plusieurs points essentiels qui le justifient.

Tout d'abord et concernant le diplôme universitaire de Justice Participative, nous avons montré l'intérêt d'une utilité pratique et technique au service des professionnels dans la gestion des conflits. Car il offre aux professionnels qui s'y forment, une instrumentation orientée vers le résultat qui les conduit à améliorer les conceptions de la négociation, les interprétations de la psychologie, la thérapisation des comportements, les croyances et les approches affectives au nom des valeurs morales qui animent souvent la réconciliation.

Nous avons également montré qu'il existe en effet, une ouverture véritable à des professionnels issus de tous secteurs d'activité. Il a permis de former un total de 34 candidats aux domaines de la Justice Participative autour de la conciliation, médiation et d'arbitrage. Et qu'il existe une forte concentration de professionnels notamment avec un taux de « 56% de juristes et de 44% de non juristes » qui se sont inscrits à ce diplôme pour diverses raisons. Notamment d'acquérir les compétences métiers de médiateur, conciliateur, négociateur grâce à un savoir-faire technique et pratique afin de les utiliser dans leurs professions respectives quel que soit le secteur d'activité et la typologie de leur structure. Pour apprendre à renouer le dialogue, permettre la confrontation des points de vue, dépasser le conflit et trouver des solutions acceptables pour chacun, appréhender et comprendre un conflit dans toutes ses dimensions et définir et mettre en œuvre un processus de prévention des conflits. Mais aussi de leur permettre aux candidats qui le souhaitent, de créer des projets d'avenir en les inscrivant à des activités entrepreneuriales, de développer une diversification à leur activité professionnelle d'origine, ou alors de leur permettre de mettre en avant une activité de rattachement aux institutions juridiques sur des logiques de coopération et de collaboration.

Cette étude met en évidence que le diplôme universitaire de Justice Participative a toute son utilité au sein de l'Université d'Avignon pour obtenir une certification reconnue.

Premièrement, il offre une finalité comme celle de favoriser la création de valeurs en proposant sur le marché des professionnels formés dans la gestion prévisionnelle des conflits pour limiter justement les recours en justice et le désengorgement des tribunaux. Deuxièmement, cette formation dispose de deux éléments essentiels qui constitue sa force sur le marché et qui permet d'assurer sa viabilité annuelle. Grâce à un pôle d'ingénieurs du SFTLV qui agit dans les domaines de prospection et de sourcing des candidats afin de permettre aux équipes pédagogiques de recruter des professionnels qui seraient effectivement intéressés de se former aux méthodes de la Justice Participative. Et d'un pôle d'enseignants - chercheurs qui dispose de l'ensemble des connaissances, compétences et aussi d'une expérience professionnelle symbolique purement juridique (Bâtonnier, Magistrat, etc.) qui permet de professionnaliser précisément les candidats dans les modes de régulation des conflits.